

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE  
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE



DIRECTION DE LA CONJONCTURE  
ET DE LA PREVISION ECONOMIQUES

# EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN MARS 2012

*BP 650 Abidjan 04  
Plateau, Avenue marchand, Immeuble SCIAM 9<sup>me</sup> étage  
Tel. : +225 - 20 20 09 89  
+225 - 20 22 76 50  
Fax : +225 - 20 22 54 55*

## EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN MARS 2012 [SYNTHESE]

L'**environnement international** est marqué à fin mars 2012, par une amélioration des perspectives économiques mondiales, toutefois menacées par des risques liés à la flambée des cours de pétrole et à la situation financière de la zone euro. Ainsi, le FMI a révisé à la hausse ses prévisions de croissance mondiale pour 2012 à 3,5% contre 3,3% attendu en janvier et après une réalisation de 3,9% en 2011. Ce redressement est conforté par la consolidation de la croissance aux Etats-Unis (2,1%) et au Japon (2,0%). Dans la zone euro, la croissance du PIB réel se contracterait (-0,3%), en raison de la crise de la dette souveraine et d'une perte de confiance du système bancaire à financer l'économie réelle. Dans les pays émergents et en développement, la reprise ralentirait mais resterait encore solide (5,7%) contre 6,3% en 2011, tirée notamment par la Chine (8,2%) et l'Inde (6,9%). En Afrique Sub-saharienne, la croissance se situerait à 5,3%.

Sur les **marchés des matières premières**, il est enregistré après le repli des deux premiers mois de l'année, à fin mars 2012, une nette hausse des cours impulsée par un regain d'optimisme sur la reprise mondiale et par des contraintes diverses sur l'offre suite aux tensions géopolitiques. Dans ces conditions, l'**inflation mondiale** ressortirait à 4 %, portée principalement par les grands pays émergents avec un taux d'inflation supérieur à 6 % contre près de 3 % dans la zone OCDE.

Sur les **marchés financiers**, il est noté une atténuation des tensions, notamment dans les pays avancés, qui est attribuable aux mesures de résorption de la crise de la dette souveraine dans la zone euro (mesures de soutien de la BCE et mise en place d'un plan d'aide au profit de la Grèce, conjointement par les pays de la zone euro et le FMI).

Sur le **marché de change**, l'euro poursuit sa dépréciation face aux principales monnaies, notamment le dollar et la livre sterling. Par rapport ces devises, l'euro a perdu respectivement, sur un an, près de 6 % et 5 % en mars 2012.

Au **plan national**, grâce à la consolidation de la normalisation sociopolitique et à l'amélioration de l'environnement sécuritaire, l'activité économique continue de se redresser, au regard des indicateurs conjoncturels disponibles à fin mars 2012.

Dans le **secteur traditionnel agricole**<sup>1</sup> à fin mars 2012, le coton (193 967,9 tonnes ; +48,0%), le sucre (109 937 tonnes ; +11,5%), la banane (91 921,4 tonnes +7,6%) le café (92 256 tonnes contre 6299 tonnes récoltées à la même période de 2011) et la noix de cajou<sup>2</sup> (5 489 tonnes, contre 2 439 tonnes à fin mars 2011) enregistrent de bonnes performances. Ces résultats sont amoindris cependant par le cacao (345 238 tonnes, -10,3%), et l'ananas (21 449 tonnes ; -2,2%) qui accusent des baisses.

La production de sucre profite de la bonne répartition pluviométrique et des investissements effectués (mise en place de nouvelles variétés de cannes et accroissement des parcelles cultivées).

Le coton graine bénéficie des subventions de l'Etat pour le financement des intrants et de l'appui de l'Union européenne pour la mise à disposition de nouvelles semences. Le bon résultat du café se justifie par le fait qu'il n'y a pas eu de récoltes du fait de l'abandon des plantations pendant le premier trimestre 2011.

Au niveau du cacao, la bonne réalisation affichée en 2011 semble s'estomper au regard des résultats enregistrés sur la période sous-revue. Il convient toutefois de rappeler qu'au cours du premier trimestre 2011, le cacao<sup>3</sup> a bénéficié des anticipations d'achats des exportateurs du fait de la crise post-électorale. Il en est de même pour l'ananas qui renoue avec la baisse, après s'être bien comporté en 2011.

A fin mars 2012, le **secteur minier** poursuit son dynamisme grâce à l'or (+49,3% ; 3 057,3 kilogrammes), tandis que le **pétrole brut** baisse de 7,2% pour s'établir à 2 822 307 barils, en liaison avec le déclin naturel des champs pétroliers. La production de gaz quant à elle, ressort en hausse de 2,0% et se chiffre à 14 721 741,2 MMBTU. La bonne tenue de la production de gaz s'explique par la contraction d'activité observée au cours du premier trimestre 2011 pour cause de crise post-électorale.

L'**activité industrielle** se consolide à fin février 2012, en relation avec la vigueur de la

<sup>1</sup> Les données de la banane, de l'ananas et de l'anacarde sont à fin janvier 2012.

<sup>2</sup> Il s'agit d'une production apparente car estimée sur la base des exportations.

<sup>3</sup> Il s'agit de la production commercialisée.

consommation nationale et la reprise des exportations. Elle enregistre une hausse de 15,6%, grâce au redressement de l'activité de la branche « Energie électrique, Eau » (+5,4% après 0,6% en janvier) et à l'accélération du taux de progression des branches « Chimie » (46,2%), « Agroalimentaire » (+20,1%), « Textile et chaussures » (+21,2%) et « Automobile-mécanique » (+27,3%). Les BTP ont plus que doublé (+124,2%), en lien avec la reprise des grands chantiers de l'Etat et des constructions immobilières.

L'évolution favorable de ces branches est toutefois amoindrie par le recul des industries du bois (-28,3%) et des industries diverses (-28,1%).

**Le secteur des énergies commerciales** est caractérisé à fin mars 2012 par la poursuite de la hausse de la production de l'électricité et le redressement (+56,4) de l'activité de raffinage restée en baisse sur les deux premiers mois.

La production de *produits pétroliers* bénéficie de la pleine activité de toutes les unités de production. La consommation intérieure reste soutenue (+80,2%), en lien avec le redressement de l'activité économique tandis que les exportations se sont repliées de 9,5%.

Du côté du *secteur de l'électricité*, la production s'est accrue de 11,2%, sous l'effet de la source thermique (+22%). La consommation augmente de 15,5%, en liaison avec le dynamisme de l'activité industrielle et la pleine reprise des services. Quant aux exportations, elles chutent de 50,5% et s'inscrivent à 72 Gwh à fin mars 2012.

Les **activités tertiaires** à fin mars 2012, portent l'empreinte des mesures prises par le Gouvernement pour améliorer le climat des affaires et inciter le retour de la confiance des opérateurs et des ménages. *Les ventes de détail* se consolident de 39,8%. Dans la *branche transport*, le trafic aérien de voyageur progresse de 64,9% et l'activité maritime enregistre une reprise d'activité soutenue par le trafic global de marchandises (+51,3%) selon les données à fin février.

**L'évolution des prix à la consommation** est caractérisée à fin mars par une décélération du rythme de progression des prix des produits alimentaires, qui s'explique par un meilleur approvisionnement des marchés et la poursuite de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la cherté de la vie.

*En glissement annuel*, l'inflation enregistre un tassement à +0,6%. En effet, la hausse des prix affichée au niveau des postes : « Restaurant et hôtels » (+6,8%), « Article d'habillement et chaussure » (+2%), « Logement, eau, gaz,

électricité et autres combustibles » (+1%), « Meuble, articles de ménage et entretien courant de foyer » (+8,3%), et « Biens et services » (+2,8%), est amoindrie par la baisse de ceux des fonctions « Communication » (-6,1%) et « Produits alimentaires » (-2,8%). Cependant au niveau des produits alimentaires, les « céréales non transformés » (+2,8%) et « Laits-fromage-œufs » (+6,1%) connaissent des hausses.

*En moyenne sur la période*, l'inflation ressort à 1,6%.

Au titre des trois premiers mois de l'année 2012, les **échanges avec l'extérieur** sont marqués par un solde commercial excédentaire de 183,6 milliards, en baisse de 67,3% par rapport à fin mars 2011, résultant d'un accroissement en valeur des exportations de 24,3% et des importations de 125,5%. En conséquence, le taux de couverture se dégrade de 94,5 points par rapport à fin mars 2011 pour se situer à 116%, tout comme les termes de l'échange (-21,1%).

L'évolution de la **situation monétaire** à fin février 2012 indique par rapport à fin décembre 2011, une consolidation des avoirs extérieurs nets de 4,6% et une contraction du crédit intérieur de 3,2% attribuable à la PNG (-2,3%) et aux crédits à l'économie de 3,5%. En conséquence, le stock monétaire se réduit de 1,0%.

Enfin, **l'activité boursière** se redresse en liaison avec l'amélioration du climat des affaires. Il est noté une appréciation des indices boursiers (BRVM 10 : +11,7% et BRVM composite : +9,9%) et une progression du volume des titres échangés.

**En définitive, au terme du premier trimestre 2012**, l'économie ivoirienne enregistre une évolution favorable attribuable d'une part, à l'effet de rattrapage, notamment dans les secteurs secondaire et tertiaire et d'autre part, à l'impact des mesures prises par le Gouvernement pour consolider la paix sociale et relancer les activités économiques, à travers la reprise des investissements publics et privés ainsi que le retour à la consommation des ménages.

Dans le secteur primaire, la production reste contrastée. Les replis des productions de cacao et de pétrole brut restent en ligne avec les prévisions attendues pour l'année 2012.

S'agissant des prix à la consommation, la décélération du rythme de progression observée est attribuable aux fortes tensions naguère notées tant sur les prix des produits locaux qu'importés.

Le secteur extérieur bénéficie du redressement des activités et de la levée de l'embargo maritime.

## **EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN MARS 2012**

### **I. LA CONJONCTURE INTERNATIONALE**

A fin mars 2012, l'évolution récente des indicateurs conjoncturels, notamment dans certains pays industrialisés, laisse présager une **amélioration des perspectives économiques mondiales par rapport au début de l'année**. Toutefois, celles-ci sont menacées par des risques liés à la flambée des cours de pétrole et à la situation financière de la zone euro. Dans ces conditions, le FMI a révisé à la hausse ses prévisions de croissance mondiale pour 2012 à 3,5% contre 3,3% attendu en janvier et après une réalisation de 3,9% en 2011. Ainsi, la croissance devrait se consolider aux Etats-Unis (2,1%) et au Japon (2,0%).

La reprise de l'économie américaine est amenée par le regain de la confiance des consommateurs et la reprise de l'emploi, tandis que celle de l'économie nipponne s'expliquerait par la baisse du yen et la reprise de la production industrielle. Dans la zone euro, l'activité se contracterait (-0,3%), en raison de la crise de la dette souveraine et d'une perte de confiance du système bancaire à financer l'économie réelle. Toutefois, les rythmes de croissance dans la zone euro restent divergents selon les pays. Au total, la croissance de l'activité des pays avancés ressortirait à 1,4% contre 1,6% en 2011.

Enfin, les pays émergents et en développement connaîtraient une reprise en ralentissement mais qui resterait encore solide (5,7%) contre 6,9% en 2011, soutenue par un assouplissement des politiques macroéconomiques et une hausse de la demande intérieure, notamment en Chine (8,2%) et en Inde (6,9%). En Afrique Sub-saharienne, la croissance se situerait à 5,3% contre 5,1% en 2011.

Sur les **marchés des matières premières**, les cours ont enregistré globalement depuis le début de l'année 2012, une hausse impulsée par un regain d'optimisme sur la reprise mondiale et par des contraintes diverses sur l'offre, à l'exception du coton et du cuivre.

**L'inflation mondiale** ressortirait à près de 4%, portée principalement par les grands pays émergents avec un taux d'inflation supérieur à 6% contre près 3% dans la zone OCDE.

Au niveau des **marchés financiers**, il est noté un apaisement relatif des tensions, notamment dans les pays avancés, qui est attribuable aux mesures apportées à la crise de la dette souveraine dans la zone euro et à la relative amélioration des indicateurs conjoncturels. En effet, l'entrée en vigueur des nouvelles mesures de soutien apportées par la BCE et la mise en place d'un plan d'aide au profit de la Grèce, conjointement par les pays de la zone euro et le FMI, constituent une véritable bouffée d'oxygène. En effet, la Banque Centrale Européenne (BCE) a laissé inchangé son taux de refinancement à 1%, alors que la Fed le maintient dans la fourchette 0% et 0,25% et la Banque centrale du Japon entre 0,0 et 0,1%.

Enfin, **sur le marché de change**, l'euro a poursuivi globalement sur le premier trimestre 2012 sa dépréciation face aux principales monnaies, notamment le dollar et la livre sterling. Par rapport à ces devises, la monnaie unique européenne a perdu respectivement, sur un an, près de 6 % et 5 % en mars 2012.

## II. LA CONJONCTURE NATIONALE

L'activité économique intérieure a été marquée au terme des trois premiers mois de l'année 2012, par des signes de normalisation sociopolitique et d'amélioration du climat des affaires.

### 1. La production agricole

Dans le secteur traditionnel agricole<sup>4</sup>, les productions des filières Coton (193 967,9 tonnes, +48,0%); Sucre (109 937,1 tonnes, +11,5%); Banane (91 921,4 tonnes +7,6%), Café (92 256 tonnes contre 6 299 tonnes récoltées à la même période de 2011) et Anacarde (5 489 tonnes contre 2 439 à fin mars 2011), enregistrent de bonnes performances.

Parmi ces spéculations, deux à savoir le coton et la canne à sucre, ont bénéficié de l'amélioration de la situation sécuritaire. La hausse de la production de sucre est imputable à l'amélioration des conditions climatiques qui ont favorisé la richesse des cannes en sucre (bon ensoleillement et bonne pluviométrie) et aux investissements réalisés (changement progressif des variétés de cannes vieillissantes par des variétés plus performantes en teneur de sucre ; augmentation des parcelles cultivées ; et amélioration des rendements des surfaces cultivées).

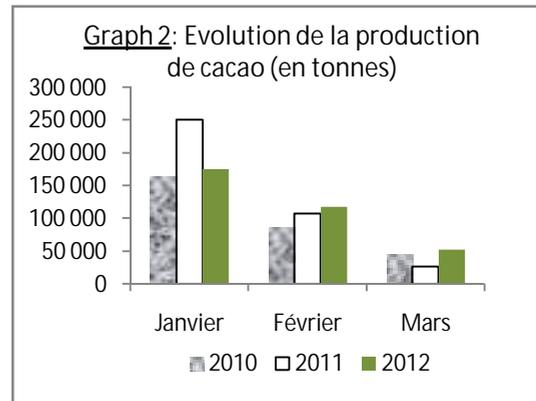
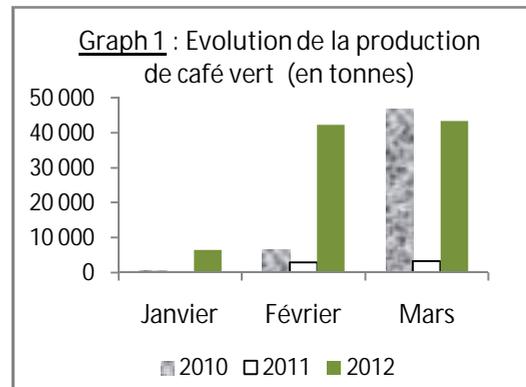
La performance du coton graine provient de l'amélioration de la qualité des semences en liaison avec les subventions allouées par l'Etat pour le financement des intrants et l'appui de l'Union Européenne à travers le projet « Nouvelles semences ».

Le bon résultat du café se justifie par le fait que la période de comparaison de 2011 n'a pas enregistré de récoltes, en raison de l'abandon des plantations du fait de la crise post-électorale. A ces raisons, s'ajoute également l'amélioration du prix au producteur de 23,4% qui s'est situé à 528 fcfa/ kg en moyenne sur la période sous revue.

Toutefois ces bons résultats sont atténués par le recul du cacao (345 238 tonnes, -10,3%) et de l'ananas (21 449,0 tonnes ; -2,2%).

Au niveau du cacao, la bonne réalisation affichée en 2011 semble s'estomper au regard des résultats enregistrés au terme du premier trimestre de l'année 2012. A noter cependant qu'au cours des tout-premiers mois de l'année 2011, la production cacaoyère<sup>5</sup> avait bénéficié des anticipations des exportateurs du fait de la crise post-électorale. Comme autres facteurs explicatifs de cette contreperformance, il y a le vieillissement des vergers et la baisse du prix au producteur qui est passé de 819 F/kg en moyenne sur les trois premiers mois de 2011 à 686F/kg à fin mars 2012, soit -16,2%.

Il en est de même pour l'ananas qui renoue avec la baisse, après s'être bien comporté en 2011.



<sup>4</sup> Les données de la banane, de l'ananas et de l'anacarde sont à fin janvier 2012.

<sup>5</sup> Il s'agit de la production commercialisée.

## 2. La production minière

Dans le **domaine minier**, à fin mars 2012, *l'extraction pétrolière* baisse de 7,2% pour s'établir à 2 822 307 barils, en liaison avec la déplétion naturelle des champs pétroliers tandis que la *production de gaz* ressort à 14 721 741,2 MMBTU, en hausse de 2,0%. La bonne tenue de la production de gaz s'explique par la contraction d'activité observée au cours des trois premiers mois de 2011 pour cause de crise post-électorale. Enfin, en relation avec l'entrée en production de la mine de Tongon, *l'or* poursuit son dynamisme. La production s'accroît de 49,3% se situe à 3 057,3 kilogrammes.

## 3. La production industrielle

L'activité industrielle se consolide à fin février 2012, en relation avec la vigueur de la consommation nationale et la reprise des exportations après la levée de l'embargo dont le pays a été victime pendant la crise postélectorale. Hors extraction, la production progresse de 15,6%, après 9,9% à fin janvier, grâce à l'accélération du taux de progression de la plupart des branches et au redressement de l'activité de la branche « Energie électrique, Eau ».

La branche « Agroalimentaire » s'affiche en accroissement de 20,1%, en relation notamment avec le bon niveau de la production agricole en 2011, le regain de consommation des ménages et la reprise des exportations. La branche « Chimie » continue de tirer avantage de la croissance de la production d'hévéa ainsi que de la forte hausse de la demande extérieure d'engrais et de plastiques. La production de la branche enregistre une hausse de 46,2%,

Les industries du textile et chaussures progressent de 21,2%, sous l'impulsion de l'activité d'égrenage qui profite de la bonne campagne cotonnière et de la fluidité routière à l'origine de la descente des produits sur les ports d'Abidjan. L'activité de la branche « Energie et eau » se redresse de 5,4%, après le repli de 0,6% en janvier. Cette évolution favorable s'explique par l'accroissement des disponibilités en gaz naturel au cours de la période.

L'activité des industries « Automobile- mécanique » augmente de 27,3%, en relation avec le dynamisme du secteur des transports. Quant à la production des BTP, elle a plus que doublé (+124,2%) par rapport à la même période de 2011, en lien avec reprise des grands chantiers de l'Etat et des constructions immobilières.

Toutefois, l'évolution favorable de ces branches est amoindrie par le recul de l'activité des industries du bois (-28,3%) et des industries diverses (-28,1%).

## 4. La production et la consommation d'énergies commerciales

Le premier trimestre 2012, s'achève sur une évolution favorable du secteur des énergies commerciales. L'activité de raffinage se redresse et le taux de progression de la production de l'électricité s'accélère. Par ailleurs, les consommations d'électricité et de carburants routiers augmentent respectivement de 12,6% et 61%, confirmant la reprise de l'activité économique.

La production de *produits pétroliers* croît de 56,4%, après être resté en repli sur les deux premiers mois. Cette inversion de tendance s'explique par la pleine activité de toutes les unités de production, suite à l'arrêt d'un mois de certaines d'entre elles pour maintenance, au cours des deux premiers mois de l'année 2012. S'agissant de la consommation intérieure, elle bénéficie de la reprise de l'activité et augmente de 80,2%, tirée par le rebond des achats de super (+57,2%), de gasoil (+62,1%), de butane (+67,5%) et de kérosène (+9,2%). L'évolution de la consommation de butane est attribuable à un meilleur approvisionnement des circuits de distribution. Les exportations quant à elles, enregistrent un repli de 9,5% et atteignent 114 568 tonnes.

Le secteur de l'électricité connaît une hausse de la production de 11,2%, portée par la source thermique (+22%) tandis que la production de source hydraulique se contracte (-14,1%), en raison du déficit en eau des barrages de BUYO et de TAABO.

En liaison avec le dynamisme de l'activité industrielle et la pleine reprise des services, la consommation d'électricité enregistre une hausse de 15,5% qui se ressent aussi bien au niveau de la moyenne tension (+24,2%) que de la basse tension (+7,7%). Les exportations chutent de 50,5% et s'établissent à 72 Gwh.

## 5. Les activités tertiaires

Dans le secteur tertiaire, les activités poursuivent le redressement amorcé suite aux actions menées par le Gouvernement pour améliorer le climat des affaires et inciter le retour de la confiance des opérateurs économiques ainsi que de la consommation des ménages.

Ainsi, à fin mars 2012, selon l'indice du chiffre d'affaires produit par la BCEAO, **l'activité commerciale** se consolide de 39,8% en comparaison à la même période de 2011 qui a été caractérisée par une forte régression. Cette consolidation du chiffre d'affaires des détaillants est attribuable au flux des ventes de l'ensemble des postes, notamment les « Produits pétroliers » (+72,6%). Le niveau général des prix ayant progressé de 1,6% en moyenne sur les trois premiers mois de 2012, les ventes de détail progressent de 38,2% en termes réels. L'évolution favorable des ventes de détail a été atténuée par les reflux des ventes des postes « Produits non transformés de l'agriculture, de la chasse ou de la sylviculture » (-12,9%), et « Pièces et accessoires automobiles et motocycles neufs » (-26,1%). Cependant, il est noté un redressement des ventes de « Machines de bureaux, matériel informatique » de 44%, après la baisse de 17,1% notée un mois plutôt, imputable aux rééquipements de l'administration. Hors produits pétroliers, l'indice du chiffre d'affaires s'affiche également en hausse de 16,5%.

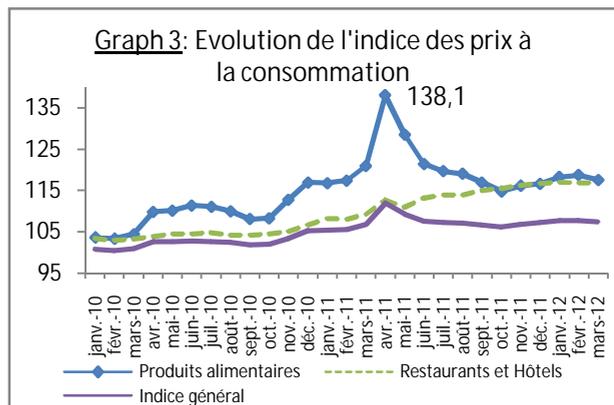
De même dans la **branche transport**, en liaison avec la reprise d'activité, à fin mars 2012, le secteur aérien se redresse soutenu par toutes ses composantes. Le trafic Voyageur progresse de 64,9% soutenu notamment par le segment « Arrivée » (+89,9%) qui marque l'amélioration de la destination Côte d'Ivoire. Cette évolution est par ailleurs confirmée par le Transit direct (+58,1%) et le fret aérien (+90,3%).

Au niveau de **l'activité maritime**, les données disponibles à fin février 2012 font état d'un renforcement du trafic global des marchandises de 51,3%, tiré principalement par le rebondissement des importations (+72,9%) et des exportations (+14,5%) dans une moindre mesure, signe de la reprise. Cette évolution est affermie par l'accroissement des escales de navires (+49,5%) suite à l'amélioration progressive du climat socio-politique depuis la levée de l'embargo maritime.

## 6. Les prix à la consommation

A fin mars, il est noté une forte décélération de l'inflation qui se justifie par un fléchissement des prix des produits alimentaires, en relation avec l'amélioration des approvisionnements des marchés et la poursuite des actions de lutte contre la cherté de la vie initiées en 2011 par le Gouvernement.

**En glissement annuel** au mois de mars, les prix à la consommation se tassent à +0,6%, sous l'effet d'une évolution différenciée des postes. La hausse des prix enregistrée au niveau des postes « Restaurant et hôtels » (+6,8%), « Article d'habillement et chaussure » (+2%), « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+1%), « Meuble, articles de ménage et entretien courant de foyer » (+8,3%), et « Biens et services » (+2,8%), est amoindrie par le fléchissement de ceux des postes « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-2,8%) et « Communication » (-6,1%). Les produits alimentaires enregistrent un recul de prix des viandes (-1,8%), des poissons (-9,1%), des légumes frais (-10,3%), des tubercules et plantains (-11,6%) et des fruits (-15,0%). Cependant, les céréales non transformés (+2,8%) et les laits-fromage-œufs (+6,1%) connaissent des hausses de prix au niveau des produits alimentaires. Le secteur de la télécommunication tire quant à lui, avantage de la concurrence qui y règne.



Les prix du transport se tassent (+0,4%) grâce au blocage de prix du gasoil à la pompe.

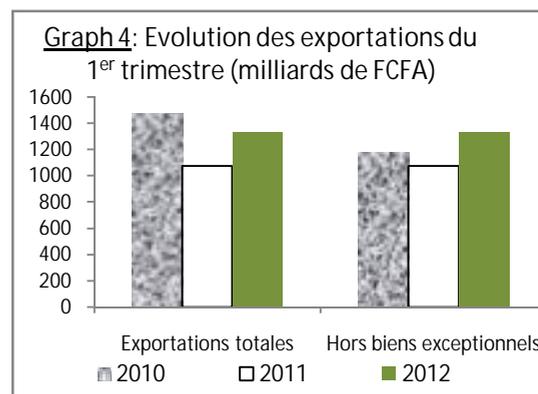
**En moyenne sur le premier trimestre**, l'inflation ressort à 1,6%. En termes d'origine, l'inflation importée s'établit à 1,4% en moyenne et l'inflation locale se situe à 1,7%.

**Par rapport au début de l'année**, les prix restent stables (+0,1%). Le regain des loyers (+3,0%) et des services des « Restaurants et hôtels » (+0,2%) ainsi que la hausse des prix des produits alimentaires (+0,8%) induite par ceux des tubercules et plantains (+18%), des légumes frais (+5,8%), des fruits (+2,9%), des viandes (+2,8%), des céréales non transformés (+0,9%), sont amoindris par le fléchissement des prix des autres composantes.

## 7. Les échanges extérieurs

A fin mars 2012, les échanges extérieurs de la Côte d'Ivoire sont marqués par une progression en valeur des exportations de 24,3% et des importations qui ont plus que doublé après les contractions de 9,1% et de 10,6% enregistrées un an plus tôt. Cette tendance est poursuivie également au niveau des quantités échangées. Ainsi en volume, les exportations et importations rebondissent respectivement de 46,4% et 109,5% contre -19,4% et -21,6% à fin mars 2011.

La hausse en valeur des exportations est attribuable d'une part, aux produits primaires (+25,0%), notamment le café, le cacao, la banane ainsi que le coton et d'autre part, aux produits transformés (+23,4%) soutenus par le café transformé, le cacao transformé et l'huile de palme.

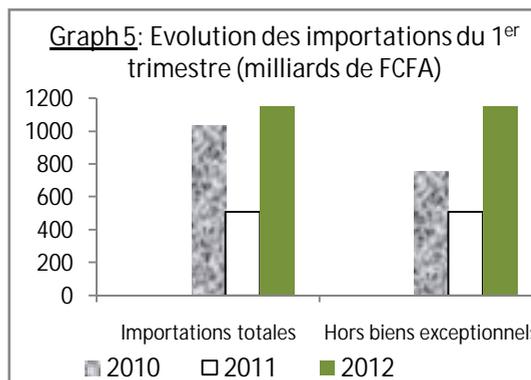


La progression en valeur des importations provient de toutes ses composantes, à savoir les biens de consommation (+100,4%) confirmant le retour de la consommation des ménages et

les biens intermédiaires ainsi que d'équipement qui traduisent le regain de la demande industrielle amorcé depuis le mois de mai 2011.

L'accroissement plus important des importations par rapport aux exportations se traduit par une baisse de 67,3% comparativement à la même période de l'année précédente, du solde commercial qui est ressorti excédentaire à 183,6 milliards.

Au niveau des prix, il est noté un repli des prix à l'exportation de 15,1%, alors que ceux des importations s'accroissent de 7,6%, induisant une dégradation de 21,1% des termes de l'échange. Le taux de couverture des importations par les exportations ressort à 116%, en baisse de 94,5 points de pourcentage par rapport à la même période de l'année dernière.



## 8. La situation monétaire

Le profil des agrégats monétaires à fin février 2012 laisse apparaître, par rapport à fin décembre 2011, une augmentation des avoirs extérieurs nets de 82,5 milliards (+4,6%), une contraction du crédit intérieur de 90,7 milliards (-3,2%) et une réduction de 48,0 milliards (-1,0%) de la masse monétaire.

**Les avoirs extérieurs nets** se sont établis à 1 895,4 milliards à fin février 2012, en hausse de 82,5 milliards, sous l'effet de la Banque Centrale (+19,9 milliards) et des banques commerciales (+62,7 milliards). La consolidation des avoirs extérieurs nets s'explique par la mobilisation de concours extérieurs auprès de la Communauté financière (FMI et Hors FMI) depuis la fin de la crise et la bonne tenue du solde commercial.

**Le crédit intérieur** s'est contracté de 90,7 milliards (-3,2%) avec un encours de 2 785,2 milliards à fin février 2012. Ce résultat provient du recul de toutes ses composantes. Ainsi, la **Position nette du Gouvernement** ressort en baisse de 2,3% ; (-19,1 milliards) et s'inscrit à 803,5 milliards à fin mars 2012. Cette amélioration de la PNG traduit l'effort de désendettement du Gouvernement vis-à-vis de ses créanciers. Quant aux **crédits à l'économie**, ils se sont chiffrés à 1 981,6 milliards à fin février 2012, en repli de 71,7 milliards (-3,5%) causé par tous les types de crédits. L'encours des crédits ordinaires ressort à 1 882,3 milliards, en retrait de 50,3 milliards, attribuable aux autres crédits de court terme (-35,7 milliards) et aux crédits de moyen et long termes (-14,6 milliards). De même, les crédits de campagne reculent de 21,4 milliards pour se situer à 99,4 milliards.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la **masse monétaire** baisse de 48,0 milliards (-1,0%), pour atteindre 4 548,9 milliards à fin février 2012. Cette évolution provient principalement du repli de la circulation fiduciaire de 75,2 milliards (-4,8%).

## 9. Le marché boursier

A fin mars 2012, grâce à l'amélioration du climat des affaires, il est noté une reprise de **l'activité boursière** qui est confirmée par les principales tendances décrites ci-après.

- les indices BRVM 10 et BRVM composite ressortent respectivement à 177,09 points et 152,56 points, en hausse de 11,7% et 9,9% ;

- la capitalisation boursière (actions et obligations) passe de 3 875,2 milliards à fin décembre 2011 à 4 281,7 milliards à fin mars 2012, en augmentation de 10,5%, tirée principalement par la hausse de la capitalisation boursière des actions ;
- le volume des échanges progresse de 112,4% par rapport à fin décembre 2011 et atteint 3 091 217 titres pour une valeur totale de 5 757 172 106 FCFA.

## **CONCLUSION**

**En définitive, au terme du premier trimestre 2012**, l'économie ivoirienne enregistre une évolution favorable attribuable d'une part, à l'effet de rattrapage, notamment dans les secteurs secondaire et tertiaire et d'autre part, à l'impact des mesures prises par le Gouvernement pour consolider la paix sociale et relancer les activités économiques, à travers la reprise des investissements publics et privés ainsi que le retour à la consommation des ménages.

Dans le secteur primaire, la production reste contrastée. Les replis des productions de cacao et de pétrole brut restent en ligne avec les prévisions attendues pour l'année 2012.

S'agissant des prix à la consommation, la décélération du rythme de progression observée est attribuable aux fortes tensions naguère notées tant sur les prix des produits locaux qu'importés.

Le secteur extérieur bénéficie du redressement des activités et de la levée de l'embargo maritime.